

Gauche de réforme, gauche de rupture

THOMAS FERENCZI

LE MONDE

Décidément la social-démocratie européenne a du mal à offrir aux électeurs un projet clair et convaincant. Certes, Gerhard Schröder a mieux résisté que prévu aux assauts de la droite, mais il a subi sur sa gauche la concurrence de ses anciens amis. Les fractures du socialisme brouillent son message, en France comme en Allemagne. Dans les deux pays, la bataille entre les partisans d'un socialisme de rupture et les tenants d'une ligne réformiste provoque surenchères et polémiques. A Paris comme à Berlin, la social-démocratie est accusée de céder aux sirènes du social-libéralisme et de se rendre complice du capitalisme mondialisé. En retour, une gauche qui se veut moderne dénonce la rigidité d'une gauche jugée archaïque, qui se laisse séduire par les nostalgies révolutionnaires d'une extrême gauche irresponsable. Bref, l'Europe de gauche se construit dans la douleur.

Ces querelles ne sont pas nouvelles. Ce qui l'est plus, c'est qu'elles s'expriment sous la même forme, au même moment, dans au moins deux pays de l'Union, en attendant peut-être de s'étendre à d'autres. Les déchirements du socialisme franco-allemand marquent, à leur façon, le développement d'une culture commune, ou plutôt l'élaboration de réponses analogues à des défis communs.

Français et Allemands justifient, de ce point de vue, leur statut de couple moteur de l'Union. La France a tiré la première, le 29 mai, en donnant la victoire au "non de gauche", mais il est vrai que l'élection présidentielle de 2002 avait déjà mis en évidence le nouveau rapport de forces, en éliminant Lionel Jospin de la course à l'Elysée. L'Allemagne s'est jointe au mouvement, le 18 septembre, aux grands applaudissements d'une partie de la gauche française.

L'opposition entre une gauche libérale et une gauche sociale touche la plupart des pays d'Europe. Elle a marqué, en avril 2004, l'élection du président du Parti des socialistes européens (PSE), qui rassemble les partis nationaux. C'est un

représentant de la tendance sociale, le Danois Poul Nyrup Rasmussen, qui l'a emporté, de peu, avec l'appui des Français, sur le porte-parole de la tendance libérale, l'Italien Giuliano Amato, soutenu notamment par les Allemands, les Britanniques, les Espagnols. Mais l'affrontement entre les deux lignes n'est allé que rarement jusqu'à la rupture.

En Grande-Bretagne, les blairistes occupent la plus grande partie du terrain, ne laissant que peu de place à d'éventuels opposants de gauche. L'ancien ministre Robin Cook, récemment décédé, aurait pu être tenté de prendre la tête d'une gauche plus radicale, mais ses divergences avec Tony Blair portaient principalement sur la guerre en Irak. En Espagne, la rénovation portée naguère par Felipe Gonzalez n'est pas remise en question par son successeur et admirateur José Luis Zapatero, que ne menace aucun rival de gauche. Même en Italie, où Fausto Bertinotti, chef de file du Parti pour la refondation communiste, conteste, au nom de l'antilibéralisme, la ligne social-démocrate des Démocrates de gauche, la recherche du pluralisme l'emporte sur la tentation de la sécession.

Ces relations paisibles entre tendances concurrentes de la social-démocratie, hors de France et d'Allemagne, sont-elles appelées à durer ? Les disputes au sein des gauches françaises et allemandes risquent-elles au contraire de faire tâche d'huile ? Ou verra-t-on l'esprit de concorde revenir, sur les deux rives du Rhin, entre les divers courants du socialisme qui se tournent aujourd'hui le dos ? Tout dépendra de la capacité des partis socialistes, en particulier du PS français et du SPD allemand, à se donner un projet cohérent et stable, qui assume l'indispensable aggiornamento de leurs idées sans trahir leur identité historique. C'est tout l'enjeu des débats à venir en Europe.

Pour le moment, la nouvelle social-démocratie est inégalement acceptée parce que nombre d'électeurs la distinguent mal de la droite. Pourtant, cette différence existe. *"La social-démocratie vit un changement d'époque"*, souligne le politologue Gerassimos Moschonas dans un ouvrage collectif publié récemment sous la direction de Pascal Delwit aux Editions de l'Université de Bruxelles, *Où va la social-démocratie européenne ?* (2004). Le nouveau profil de la social-démocratie, estime cet universitaire, est le produit, variable selon les

pays, de *"trois configurations thématiques"*, dont la première relève des valeurs traditionnelles de la gauche, comme l'égalité et l'Etat-providence, la deuxième de *"l'agenda néolibéral"*, avec les privatisations et la priorité du marché, la troisième du *"libéralisme culturel"* et du *"post-matérialisme"*, notamment à travers l'écologie.

La social-démocratie, dit-il, n'entend pas renoncer à son identité de gauche. Elle n'est pas *"l'autre visage de la droite"*. Elle tente d'accorder deux registres, celui de *"la régulation par le marché"* et celui de *"la régulation du marché"*. *"A ce stade, et pour l'avenir proche, conclut l'auteur, la social-démocratie a trouvé un certain équilibre"* qui lui procure même *"une certaine profondeur politique"*. La contrepartie de cette stabilité est une modestie idéologique qui s'accommode d'un projet *"minimaliste"*. Ceux qui attendent de la politique un grand dessein mobilisateur auront du mal à s'en contenter.

Thomas Ferenczi

Article paru dans l'édition du 23.09.05